

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 21212**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit, Économie, Gestion Mention : Droit de la santé Spécialité : Droit des industries des produits de santé

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère de l'Enseignement Supérieur, Université Paris Descartes - Paris 5	Ministère de l'enseignement supérieur, Président de l'Université Paris Descartes

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 331 Santé

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Ce professionnel

- traite les dossiers contentieux de l'établissement pharmaceutique et des agences sanitaires - apprécie les risques juridiques dans le domaine de l'activité médicale et pharmaceutique dans leurs aspects de droit privé et de droit public
- assure le conseil juridique en droit de la santé (professions médicales et paramédicales, malades et associations de malades)
- assure le conseil juridique en droit pharmaceutique (pharmacie officinale et industrielle)
- assister les établissements hospitaliers dans la procédure de certification
- poursuit son cursus universitaire par l'élaboration d'une thèse à finalité professionnelle ou de recherche

Ce diplômé a acquis les compétences nécessaires pour :

- analyser et traiter des données juridiques (lois, règlements, jurisprudence, circulaires, doctrine...), comprendre et connaître les procédures, analyser des situations juridiques conflictuelles afin de traiter et anticiper tout contentieux
- assure la veille juridique afin de mettre à jour ses connaissances pour le suivi juridique de ses dossiers
- conseiller un professionnel de la santé, un industriel des produits de santé, une agence sanitaire, un établissement de santé sur la rédaction de ses contrats ou la gestion d'une conciliation ou d'un contentieux
- rédiger de manière approfondie ou synthétique (selon le cas) des notes ou des rapports à caractère juridique afin d'apporter une réflexion et d'assurer la diffusion de l'information juridique nécessaire au suivi des dossiers et à la formation du personnel des établissements pharmaceutiques ou des agences sanitaires

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le détenteur de ce diplôme pourra travailler dans tous les secteurs concernés par la santé qu'ils soient publics ou privés. Il peut s'agir d'un cabinet d'avocat recherchant un spécialiste de la matière, un établissement sanitaire ou médico-social mais également de l'industrie pharmaceutique ou d'entreprises privées de formation. Les maisons départementales des personnes handicapées emploient également des juristes spécialisées pour étudier les dossiers des personnes concernées (que ce soit pour l'établissement de leur droit que pour assurer des médicaments). Enfin, de nombreux concours de la fonction publique nationale ou territoriale concernent également le droit de la santé (Ministère de la santé, DDASS, Conseil général...)

Dans le secteur privé

- directeur de clinique
- avocat spécialisé (contentieux médical, pharmaceutique)
- cadre en droit de la santé (sociétés, compagnies d'assurance, mutuelles/service production de contrats et sinistres...)
- juriste d'entreprise dans l'industrie pharmaceutique
- Formateur dans les entreprises de formation privées orientées dans la formation des professions de santé ou des établissements pharmaceutiques

Dans le secteur public

- directeur d'hôpital (après réussite du concours de l'EHESP)
- directeur d'établissements sociaux et médico-sociaux
- inspecteur des affaires sanitaires et sociales
- cadres supérieurs de la sécurité sociale (concours du ENSSS)
- métiers de la protection sociale
- cadre dans les agences sanitaires

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

K1403 : Management de structure de santé, sociale ou pénitentiaire

K2101 : Conseil en formation

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Master 1

-UE 1 : organisation du système de santé 25h)- 4 Crédits

-UE 2 : Economie de la santé (20h) - 2 Crédits

-UE 3 : Responsabilité des produits de santé (65h) 8Crédits

-module 1 : responsabilité civile des produits de santé (20h)

-module 2 : responsabilité des acteurs de santé (15H)

-module 3 : Tort law and medical liability (15H)

-module 4 : responsabilité pénale des produits de santé (15h)

-UE 4 : Encadrement juridique des industries des produits de santé (55h) - 8 Crédits

-module 1 : encadrement juridique des produits de santé (30h)

-module 2 Encadrement juridique des établissements pharmaceutiques (15H)

-module 3 : Droit fiscal des industries des produits de santé (10H)

- UE 5 : Sécurité sanitaire (55H) - 8 Crédits

-module 1 : sécurité sanitaire (25h)

-module 2 : police sanitaire (15H)

-module 3 : vigilances sanitaires (15H)

Master 2

-UE 1 : Innovation et Recherches en matière d'industries des produits de santé (45h) - 8 Crédits

-module 1 : brevetabilité des produits de santé (20H)

-module 2 : marques et produits de santé (10h)

-module 3 : recherche et essais cliniques (15h)

-UE 2 : Communication, gestion de crise et produits de santé (25H) - 3 Crédits

-module 1 : communication des industries des produits de santé (15h)

-module 2 : gestion de crise et produits de santé (10h)

-UE 3 : Problématiques financières et concurrentielles des industries des produits de santé (30h)- 3 Crédits

-financement et industries des produits de santé (15h)

-Concurrence et industries des produits de santé (15h)

-U2 4 : outils d'aides à l'insertion professionnelle (45h)- 6 Crédits

-module 1 : anglais juridique et médical (30h)

-module 3 :

- pour l'option PRO : séminaire de recherche d'emploi, de rédaction de CV, de candidatures... dispensé par le SCUIO (10h)

-pour l'option Recherche : module d'aide à la recherche de la documentation juridique (10H)

-UE 5 : stage (ou mémoire) - 10 Crédits

-Option Pro : un stage de 3 mois en France ou à l'étranger, rédaction d'un rapport de stage, soutenance

-Option Recherche : rédaction d'un mémoire et soutenance

Total crédits : 120 crédits

La durée du parcours du Master est de deux années soit 4 semestres.

Les modules d'enseignements sont compensables au sein du groupe de l'unité d'enseignements théoriques

-option pro : le stage reste l'épreuve essentielle permettant de sanctionner la formation. Il fait l'objet d'un rapport qui sera soutenu devant un jury d'au moins deux personnes choisies par le directeur de la formation

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OU	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Jury composé d'enseignants
En contrat d'apprentissage	X		Jury composé d'enseignants, professionnels et représentants du CFA.
Après un parcours de formation continue	X		Jury composé d'enseignants et de professionnels
En contrat de professionnalisation	X		Jury composé d'enseignants et de professionnels
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE	X		Jury composé d'enseignants et de professionnels conformément aux textes

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

Base légale**Référence du décret général :****Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 17 octobre 2014

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n° 2013-756 du 19/08/2013

Articles R613-33 à 613-37

Références autres :**Pour plus d'informations****Statistiques :**<http://www.parisdescartes.fr/ORIENTATION-INSERTION/Resultats-des-enquetes-IP>**Autres sources d'information :**<http://www.droit.parisdescartes.fr>**Lieu(x) de certification :**

Université Paris Descartes - Paris 5 : Île-de-France - Paris (75) []

Université Paris Descartes Faculté de droit 10 av Pierre Larousse 92240 Malakoff

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université Paris Descartes Faculté de droit 10 av Pierre Larousse 92240 Malakoff

Historique de la certification :

Remplacée par la fiche RNCP nationale n°31492